

Zeitschrift: ASMZ : Sicherheit Schweiz : Allgemeine schweizerische Militärzeitschrift

Herausgeber: Schweizerische Offiziersgesellschaft

Band: 142 (1976)

Heft: 5

Anhang: Tätigkeitsbericht des Zentralvorstandes = Rapport d'activité du Comité central 1973 - 1976

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tätigkeitsbericht des Zentralvorstandes Rapport d'activité du Comité central 1973 – 1976

Inhaltsübersicht

1. Généralités
2. Relations avec le Département militaire fédéral
3. Relations avec les sections
4. ASMZ für alle
5. «Revue militaire suisse» et «Rivista militare della Svizzera italiana»
6. Efforts principaux du Comité central
 - 6.1 La volonté de défense
 - 6.2 La préparation spirituelle à la défense et la conduite psychologique de la guerre
 - 6.3 Le service civil
 - 6.4 L'armée et les finances fédérales
 - 6.5 La défense antichar
7. Activité des commissions
 - 7.1 Kommission Presse, Radio, Fernsehen
 - 7.2 Verwaltungskommission ASMZ
 - 7.3 Commissions des activités hors service
 - 7.4 Kommission «Rex»
 - 7.5 Kommission «Wehrwille»
 - 7.6 Kommission für Fragen der geistigen Landesverteidigung und der psychologischen Kriegsführung
 - 7.7 Sportkommission
 - 7.8 Kommission für Preisarbeiten
 - 7.9 Commission des chevaux
8. Finances
9. Remarques finales

1. Généralités

Élu à l'Assemblée des délégués du 16 juin 1973 à Bâle, le Comité central a été constitué comme suit:

Représentants du Vorort (canton de Vaud):
Col René Huber, président central, Lausanne
Col Jacques Matile, vice-président, Lausanne
Col EMG René Begle, Lausanne
Cap Daniel Marguerat, Lausanne

Membres ayant déjà fait partie du précédent Comité central:
Lt col Hans-Rudolf Nebiker, vice-président, Dielgen
Col Hans-Peter Bandi, Brugg
Lt col Hans-Jürg Gallusser, Bâle
Maj Roberto Vecchi, Lugano

Membres élus pour la première fois:
Col EMG Norbert Ehrat, Zürich
Col Anton Schärli, Münchenstein
Col EMG Ernst Mühlmann, Ermatingen
Lt col Pierre Devaud, Fribourg
Lt col Jean Rubeli, Genève
Maj Jacques Cottier, Genève
Maj Friedrich Nußbaumer, Zug

Le Comité central a nommé le cap Philippe Pidoux, Lausanne, en qualité de secrétaire central et le cap Henri M. Vidoudez en qualité de caissier central. Douze des membres du Comité central représentaient des sections cantonales et trois des sections d'armes.

Le Comité central s'est réuni à dix-sept reprises. Les rédacteurs de l'ASMZ, de la «Revue militaire suisse» et de la «Rivista militare della Svizzera italiana» ont régulièrement assisté aux séances.

En outre, chaque fois que cela a paru utile, des représentants de sections ou de commissions ont été invités à participer aux séances avec voix consultative. Cette façon de procéder pour liquider les affaires les plus importantes s'est révélée très fructueuse. Par ailleurs, le Comité central a désigné des groupes de travail pour l'étude des principaux problèmes qu'il devait débattre.

2. Relations avec le Département militaire fédéral

Les entrevues bisannuelles entre le Département militaire fédéral et la Société suisse des officiers se sont poursuivies et se sont révélées particulièrement riches à tous égards. Dans un climat de confiance réciproque qu'il sied de relever, ces entrevues constituent une source de contacts au plus haut niveau qui ne peut que mieux faire saisir l'esprit de désintéressement et la volonté de servir qui animent ceux qui entendent soutenir une armée réellement apte à remplir les missions que l'on attend d'elle.

Les thèmes suivants ont notamment été abordés lors de ces entrevues:

- la conception globale du ravitaillement;
- la planification dans l'artillerie;
- la défense antichar;
- le service civil;
- l'information;
- la défense spirituelle et la guerre psychologique;
- les problèmes budgétaires militaires;
- l'organisation des états-majors des unités d'armée.

La Société suisse des officiers a ainsi pu faire valoir son point de vue dans des domaines qui la préoccupent au plus haut point, que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan psychologique et politique.

L'apport à la défense nationale que constitue cette activité de la Société suisse des officiers a été complété par des actions plus directes lorsque cela a paru utile et nécessaire, tant auprès des hautes instances de l'armée qu'auprès des membres des chambres fédérales. Il y a lieu de relever à ce propos l'entrevue qu'a accordée à notre commission «Volonté de défense» la délégation du Conseil fédéral pour les affaires militaires à propos des crédits d'armement et d'instruction. L'entretien s'est déroulé dans les meilleures conditions et a joué un rôle non négligeable pour la suite des discussions consécutives à la récession économique qui a marqué la seconde partie de la législature du Comité central.

Le Comité central se fait un impérieux devoir de remercier respectueusement Monsieur le Conseiller fédéral Rudolf Gnägi et ses collaborateurs, notamment Messieurs les Commandants de Corps Vischer et Lattion pour la compréhension manifestée à notre égard et pour la disponibilité dont ils ont marqué les relations avec notre Société.

3. Relations avec les sections

La Société suisse des officiers compte actuellement 39 sections, dont 24 sections cantonales, 14 sections d'armes et une section à l'étranger (Belgique). L'effectif total de ces sections est au 31 mars 1976 de 32000 membres en chiffre rond.

Le recrutement doit être adapté aux nouvelles conceptions qui conviennent aux jeunes générations. Une nouvelle action de recrutement à long terme a été mise sur pied en mars 1976. Elle prévoit notamment des exposés sur les buts et les activités de la SSO dans toutes les écoles d'officiers, avec la distribution aux aspirants de l'une des trois publications de la SSO, l'ASMZ, la RMS ou la RMSI. Grâce au soutien que nous offrent les commandants d'école d'officiers et les services du DMF dans ce domaine, nous sommes convaincus que nos effectifs ne peuvent que s'accroître pour le plus grand profit de notre armée. Nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance à tous ceux qui par leur dévouement et leur engagement contribuent au succès du recrutement.

Au cours de l'exercice écoulé, deux projets de création de nouvelles sections ont vu le jour. Le premier, présenté par un groupement d'officiers pontonniers, a été rapidement abandonné. Quant au second, il évolue dans le sens de la réunion d'officiers des troupes blindées en un sous-groupement qui se rattacherait vraisemblablement à la société des officiers des troupes motorisées déjà existante, de telle sorte que cette éventuelle création ne modifierait pas le nombre des sections membres de la SSO.

Les relations du Comité central avec les sections peuvent être qualifiées de bonnes, alors même que trop rarement encore il est possible d'établir des contacts suffisamment suivis pour fonder une attitude si ce n'est unanime, du moins largement majoritaire vis-à-vis de l'extérieur.

La Conférence des présidents n'est qu'un organe consultatif et la convocation d'une assemblée des délégués, seule compétente pour prendre des décisions, apparaît trop lourde. Dès lors, il n'est pas exagéré de dire que toute l'activité de la SSO – et plus particulièrement celle de son Comité central – est paralysée par une structure qui ne donne la compétence de décision qu'à un organisme qui se réunit une fois tous les trois ans et établit un budget à trop longue échéance. Afin de remédier à cette situation réellement négative, le Comité central, après avoir lui-même abondamment discuté de solutions nouvelles, s'est rallié à un projet de modification des statuts qui émanait de la Société zurichoise des officiers, qu'il a quelque peu remanié et qui sera soumis au vote de l'Assemblée des délégués le 12 juin 1976. En bref, ce projet transfère la compétence de décision de l'Assemblée des délégués à la Conférence des présidents, laquelle se réunirait en séance ordinaire une fois par année pour notamment décider des principales options et accepter le budget. Quant à l'Assemblée des délégués, elle devient essentiellement l'instance de recours contre les décisions de la Conférence des présidents, tandis que l'Assemblée générale voit son caractère de manifestation publique des points de vue généraux et de vitalité de l'Association encore plus accentué.

L'adoption des modifications statutaires proposées ne pourra que donner plus de réalité, d'importance et de sens de la cohésion à une association qui, dans les temps actuels, doit avec toujours plus d'acuité exprimer la fidélité au pays et à l'instrument de sa défense.

4. ASMZ für alle

La réalisation de «ASMZ für alle», décidée par l'Assemblée des délégués du 16 juin 1973, n'a pas trop eu à souffrir des réticences qui avaient été largement exprimées il y a trois ans. Certes, il a fallu corriger quelques conséquences désagréables du système, et il a fallu faire preuve de patience et de persuasion en certains cas, mais on peut affirmer qu'aujourd'hui l'obligation à laquelle sont soumis nos membres suisses alémaniques est parfaitement assimilée pour le plus grand profit de l'ensemble. Cet exemple doit être suivi tant au-delà des Alpes par nos camarades de langue italienne que de l'autre côté de la Sarine par les officiers francophones. Il ne pourrait résulter d'une unité de traitement en cette matière qu'un enrichissement particulièrement heureux pour tous.

Il y a lieu de remercier ici celui qui fut le premier rédacteur en chef de la nouvelle ASMZ et qui a donné dès le départ une grandeur qui a largement contribué au succès de la formule, le col EMG Walter Schaufelberger. Pour des raisons professionnelles, il a dû quitter sa fonction en cours de législature.

Nos remerciements s'étendent à celui qui a repris la tâche et qui la remplit avec un dévouement et une compétence qui maintiennent au plus haut degré la valeur de notre publication en langue allemande, le divisionnaire Ernst Wetter.

5. Revue militaire suisse et Rivista militare della Svizzera italiana

Les représentants de ces deux périodiques, soutenus par la SSO, ont régulièrement assisté aux séances du Comité central. Nous avons eu la douleur de perdre en cours de législature le représentant de notre publication italienne, le brigadier Lucchini, qui s'est dépassé sans compter pour la défense de l'ethnie cisalpine et qui a été un conseiller précieux pour le Comité central.

La généralisation de l'ASMZ est suivie attentivement par la RMS et la RMSI, et le Comité central est d'avis qu'on ne pourrait retirer qu'un grand profit d'une obligation générale d'abonnement à l'une de nos trois revues.

6. Efforts principaux du Comité central

Les problèmes dont le Comité central doit s'occuper, soit qu'ils s'imposent d'eux-mêmes à son attention, soit qu'ils lui soient proposés par les milieux intéressés, soit encore qu'ils apparaissent au cours des délibérations, sont légion. Compte tenu de notre organisation et des possibilités d'une association telle que la nôtre, des choix doivent être opérés. C'est ainsi qu'il a paru au Comité central que l'accent devait être porté sur les questions suivantes:

- la volonté de défense;
- la préparation spirituelle à la défense et la conduite psychologique de la guerre;
- le service civil;
- les activités hors service;
- l'armée et les finances fédérales;
- la défense antichar;
- l'artillerie;
- la composition des états-majors des unités d'armée.

A ces sujets, il y a lieu de faire les remarques suivantes.

6.1. La volonté de défense

Afin de lutter avec une efficacité réelle contre une certaine tendance, que la conjoncture de ces dernières années explique, les officiers de suisse orientale ont mis sur pied une commission présidée par le major Daniel Urech, de Glaris. Constatant l'impact de cette commission, le Comité central en a fait une commission nationale en étendant sa zone d'action à tout le pays. Les résultats de cette activité particulièrement bénéfique sont évoqués ci-dessous sous chiffre 7.4.

6.2. La préparation spirituelle à la défense et la conduite psychologique de la guerre

Une commission pour l'étude de ce problème majeur a été formée par le précédent Comité central, sous la présidence du col H.-G. Bandi, de Berne. Le rapport final a été déposé au cours de l'été 1974. Il a notamment proposé une réorganisation du service Armée et Foyer. Dès lors, le Comité central a discuté de ce document constructif avec les représentants du Département militaire fédéral lors de l' entrevue du 23 octobre 1974. Ceux-ci ont accueilli très favorablement les conclusions qui leur étaient ainsi présentées. Le rapport est en main du nouveau chef d'Armée et Foyer pour exploitation.

6.3. Le service civil

Problème majeur de nature à modifier les structures même de l'Etat, le service civil, tel qu'il a été étudié par le Département militaire fédéral ensuite de l'aboutissement de l'initiative dite de Münchenstein, a été abondamment discuté tant au sein du Comité central que lors de la Conférence des présidents du 5 avril 1975. Bien qu'en principe opposée à une très large majorité à l'initiative de Münchenstein, la Conférence des présidents, se ralliant au point de vue du Comité central, a décidé de ne pas exclure à priori la possibilité de créer sur des bases différentes un service civil limité à une catégorie précise de citoyens. Depuis cette prise de position, les autorités fédérales poursuivent l'étude d'une solution au problème qui leur a été imposé par le vote des chambres fédérales. La Société suisse des officiers reste vigilante et prendra à temps la position que lui dicte sa raison même d'exister.

6.4. L'armée et les finances fédérales

L'euphorie de la période de haute conjoncture n'a pas eu pour l'armée, on s'en doute, un effet bénéfique. Il était facile pour ceux qui entendent contester cette institution de laisser croire qu'elle était dépassée. Ces critiques ont porté un certain coup à l'armée, plus parti-

culièrement sur les crédits indispensables à son équipement, à son armement et à son instruction, et cela au moment où l'effort social de la Confédération était considérable et où la montée des prix rendait particulièrement onéreuse toute acquisition. Quant à la récession qui s'amorça dès 1974, elle ne pouvait que jouer un rôle négatif à l'égard de notre instrument de défense. Cela explique dans une large mesure que les crédits alloués à la défense militaire soient tombés à un niveau que, pour notre part, nous jugeons insuffisant, car il est notamment de nature à porter atteinte à la crédibilité que l'on doit avoir tant dans notre volonté de défense que dans la valeur des matériels indispensables à cette affirmation.

La nouvelle commission «Volonté de défense» de la Société suisse des officiers s'est penchée sur cet important problème et a mené une campagne d'envergure auprès de nos représentants aux Chambres fédérales pour lutter contre une tendance simpliste de retirer à l'armée certains des crédits pour résoudre le problème de leur octroi à d'autres rubriques budgétaires. Le Département militaire fédéral et, par la suite, la délégation du Conseil fédéral pour les affaires militaires, ont été tenus au courant de notre action. Le but poursuivi a été atteint: les crédits précédemment alloués n'ont pas été diminués lors du réexamen de l'ensemble des dépenses fédérales, et il faut tenir compte à l'avenir des réactions que pourraient susciter toute velléité de ne pas consentir les sacrifices indispensables au maintien d'une défense nationale populaire et efficace.

6.5. La défense antichar

Les délais qui sont apparus dans le choix et l'introduction des nouvelles armes antichars indispensables ont préoccupé de nombreux milieux, et le Comité central a eu à s'occuper à de nombreuses reprises de ce problème, sur la base d'études et de rapports de la Suisse orientale notamment. Puis il l'a porté à l'ordre du jour de deux des entrevues avec le Département militaire fédéral. Il a ainsi obtenu une information de nature à dissiper ses craintes et à permettre une mise au point dans la troupe elle-même.

7. Activité des commissions

Les présidents des diverses commissions rapportent comme suit sur l'activité déployée de 1973 à 1976.

7.1. Kommission Presse, Radio, Fernsehen

Président: Major E. E. Jaeggi, Titlisstraße 29, 8032 Zürich.

Ähnlich wie in der vorhergehenden Amtsperiode nahm der Präsident der Kommission an den meisten Sitzungen des Zentralvorstandes in der Eigenschaft als Berater für Informationsfragen teil. In dieser Eigenschaft verfaßte er jeweils auch die Communiqués des Zentralvorstandes mit Mitteilungen und Stellungnahmen und sorgte für deren mediengerechte Veröffentlichung.

Ebenso arbeitete er intensiv mit an der Realisierung des Projektes «ASMZ für alle». Auch verfaßte er die Serie der Merkblätter über den Umgang mit den Informationsmedien, welche zusammen mit anderen Merkblättern von der Kommission «Wehrwille» herausgegeben und allen Sektionen zugestellt wurde.

Dank laufender Auswertung des «Presse-Argus» konnte den Sektionen im Sinne einer zentralen Dienstleistung die sie besonders betreffenden oder interessierenden Presseausschnitte laufend zugestellt werden. Insgesamt wurden im Rahmen dieses Dienstes rund 6000 Presseausschnitte zugestellt.

Im Zusammenhang mit der Werbung neuer Mitglieder wurde bisher durch das Sekretariat des Präsidenten der Kommission jedem neu brevetierten Leutnant ein persönlich adressierter Gratulationsbrief mit der Aufforderung, Mitglied zu werden, zugestellt. Dies macht pro Jahr rund 1500, pro Amtsperiode des Zentralvorstandes 4500 bis 5000 Briefe aus. Nachdem die Anmeldungen an den Zentralsekretär und von dort an die Sektionen laufen, besteht leider keine exakte statistische Erfolgskontrolle. Mit der «ASMZ für alle» dürfte diese Statistik nun verbessert werden.

7.2. Verwaltungskommission ASMZ

Président: Oberst H.-R. Nebiker, 4457 Diegten.

In die Berichtsperiode 1973 bis 1976 fällt die Einführung der «ASMZ für alle» ab 1. Januar 1975. Die entsprechenden Beschlüsse wurden an der Delegiertenversammlung vom 16. Juni 1973 und an der Präsidentenkonferenz vom 6. April 1974 gefaßt. Danach erhalten

sämtliche Mitglieder deutschschweizerischer Sektionen die ASMZ gegen eine Erhöhung des Mitgliederbeitrages von 14 Franken.

Die Abonnentenzahl für die ASMZ konnte damit von 6500 auf rund 27000 erhöht werden. Die größere Auflage und die bessere finanzielle Basis gestatten es, die Redaktion auszubauen und die Zeitschrift moderner und ansprechend zu gestalten. In der Absicht, allen Mitgliedern der SOG eine echte Dienstleistung zu bieten, wurde auch der Inhalt über den bisher eher militärpolitischen und militärhistorischen Rahmen hinaus erweitert mit regelmäßigen Rubriken über Ausbildung und Führung, Armee und Gesamtverteidigung sowie Informationen aus den Sektionen.

Bis Ende 1974 wurde die ASMZ von zwei Redaktoren, Herrn Brigadier Schuler und Herrn Oberst i Gst Schaufelberger, betreut. Herr Brigadier Schuler trat auf Ende 1974 zurück. Am 1. Januar 1975, gleichzeitig mit der Einführung der «ASMZ für alle», übernahm Herr Oberst i Gst Schaufelberger den Posten des Chefredakteurs. Als Redaktoren für die einzelnen Rubriken standen ihm unter anderen die Herren Geiger, Marti und Schenk zur Verfügung.

Leider mußte Herr Oberst i Gst Schaufelberger aus beruflichen Gründen auf Mitte 1975 demissionieren. Es gelang in kurzer Zeit, in der Person von Herrn Divisionär Wetter einen geeigneten Nachfolger zu finden.

Die Einführung der «ASMZ für alle» brachte für alle Beteiligten, für den Verlag, für die Redaktion und für die Verwaltungskommission viele neue Probleme und Aufgaben mit sich. Dank einer außerordentlich guten, kameradschaftlichen Zusammenarbeit gelang es, die Probleme zu lösen. Redaktion und Verwaltungskommission sind überzeugt, daß die ASMZ eine kräftige Stütze der SOG sein wird und daß die Zeitschrift einen echten Beitrag an die Steigerung der Wehrhaftigkeit leistet. Ich danke allen Mitgliedern der Verwaltungskommission, der Redaktion, aber auch dem Verlag für ihren Einsatz. Besonders Dank verdient aber Herr Oberst Schaufelberger, der vieles dazu beigetragen hat, das große Projekt der «ASMZ für alle» zu realisieren.

7.3. Commission des activités hors service

Président: Cap EMG J.-P. Droz, caserne de Colombier, 2013 Colombier.

Le 7 février 1975, un concept nouveau de l'activité hors service était présenté au Comité central de la SSO. Il mettait l'accent sur l'engagement des petites formations dans la guerre de chasse. La matière devait être dispensée lors de deux cours de deux jours par année, sous forme de cours de cadres.

Le projet ayant été accepté, le président central SSO, par lettre du 4 mars 1975, demandait au chef d'arme de l'infanterie l'attribution d'instructeurs pour la réalisation de ces cours. Le 17 mars 1975, le chef de l'instruction, par le chef d'arme de l'infanterie, donnait une réponse négative.

Le 27 août 1975, le président central SSO, accompagné du président de la Commission des activités hors service, rencontrait le chef de l'instruction à Berne.

Compte-rendu de la séance:

a) Le chef de l'instruction brosse un tableau extrêmement clair de la situation quant à l'engagement de son corps d'instructeurs

- manque d'effectif;
- surcharge de travail;
- priorité accordée aux écoles de recrues;
- directives données pour éviter la dispersion des forces.

b) Le chef de l'instruction fait part d'une certaine réticence quant au choix du thème proposé par la SSO;

- il n'existe, pour l'instant, pas de concept traitant de la formation à donner pour instruire la guerre de chasse;
- il appréhende une confusion dans les esprits, si la SSO dispense un enseignement qui ne l'est pas encore sur le plan officiel.

c) Le chef de l'instruction, après intervention du président de la SSO et du président de la commission, estime également qu'un effort doit être entrepris sur le plan des activités hors service;

- il entrevoit la possibilité d'une collaboration SSO/groupement de l'instruction pour élaborer, en commun, un plan d'action pour influencer sensiblement l'activité hors service de la SSO.

A fin 1975, le groupement de l'instruction désigne le cap EMG Couchebin pour assurer la liaison avec la SSO. Les consultations pour la formation de la commission en fonction des tâches nouvelles ont lieu actuellement. Nous pensons être à même de présenter nos travaux en juin prochain.

7.4. Kommission «Rex»

Präsident: Oberst i Gst J. Cornut, Postfach 10, 4020 Basel.

Im Rahmen ihres Tätigkeitsbereichs – die Vermittlung von in- und ausländischen Referenten einerseits und die Organisation von Exkursionen im In- und Ausland andererseits – hat unsere Kommission folgende Aktivitäten entwickelt.

a) Referenten

– Schweizerische Referenten. An der jährlichen Erstellung einer Referentenliste wurde weiterhin festgehalten. Zusätzlich zu dieser Liste sind den Sektionen die Mitglieder der Militärikommission des National- und des Ständerates sowie der Armeeleitung und der Militärverwaltung als Referenten empfohlen worden. Was die Themen anbetrifft, wurde das Schwergewicht auf den Wehrwillen gelegt.

– Ausländische Referenten.

| Jahr | Anzahl | Land | Anzahl Referate |
|---------------|--------|-----------------------|-----------------|
| 1973/74 | 3 | D, GB, Finnland | 8 |
| 1974/75 | 3 | A, Rumänien, Finnland | 7 |
| 1975/76 | 3 | D | 3 |

Im Verlaufe der Berichtsperiode war eine starke Abnahme der Nachfrage nach ausländischen Referenten zu verzeichnen. Als Folge dieser Tendenz mußten, trotz interessanten Themen, den beiden finnischen sowie zwei deutschen Referenten wieder abgesagt werden. Anderseits hatte zum erstenmal ein rumänischer Offizier mit großem Erfolg Gelegenheit, bei verschiedenen Sektionen zu sprechen.

Wie fast in jedem Jahresbericht der Kommission «Rex», möchten wir auch heute wieder festhalten, daß sich ein intensiverer Informationsfluß zwischen Sektionen und «Rex» in bezug auf Themenwahl, Empfehlung von guten Referenten, Referatekritik usw. sehr positiv auf die Qualität der Referentenliste auswirken würde.

b) Exkursionen

Es wurden folgende Exkursionen durchgeführt:

Inland

| Datum | Ort | Thema | Anzahl Besucher |
|----------------------|----------------------------------|--|--------------------|
| 26.10.1973 | Bure | Angriffs-, Abwehrübung Pz RS 271 | 70 |
| 25.10.1974 | Hongrin | Fliegerdemonstration (fiel infolge schlechten Wetters aus) | 240 Anmeldungen |
| 26.10.1974 | Bière | Kombiniertes Gefechtsschießen | 250 |
| 1.2.1975 | Fribourg | Présentation de la doctrine française N.B.C. | 40 |
| 19.8.1975 | Payerne | Flugzeugbesichtigung | 60 |
| 30.9.75 | Bière Dübendorf Frauenfeld | Fliegerdemonstration | 70 |
| 23. bis 25.9.1975 | Mittelland | Einsatzübung Pz Rgt 2 mit Flußübergang | 20 |
| 26.11.1975 | Frauenfeld | Kombiniertes Scharf- schießen eines verst Füs Bat/Aufkl Bat Pz Hb Abt | 100 |

Ausland

| Datum | Exkursion | Anzahl Teilnehmer |
|---|---|-------------------|
| 30.9. bis 6.10.1973 | Besuch bei den französischen Land- und Luftstreitkräften | 27 |
| 24.5. bis 9.6.1974 | Exkursion der AVIA-Flieger zu der US Air Force | 45 |
| 21. bis 23.8. bzw. 27. bis 29.8.1974 | Exkursion zu der 3rd US Infantry Division, Hohenfels | 44 |

| Datum | Exkursion | Anzahl Teilnehmer |
|------------------|--|-------------------|
| 9. bis 23.3.1975 | Exkursion der SOG zu den ägyptischen und den israelischen Streitkräften | 90 |
| März 1975 | Besuch der OG St. Gallen bei der 6. Jägerbrigade des österreichischen Bundesheeres | 50 |
| Juni 1975 | Studienreise der SGOMT nach Großbritannien | 20 |
| 4. bis 7.9.1975 | Besuch der SOGV beim österreichischen Bundesheer | 45 |
| 12.12.1975 | Besuch der SOG beim 30. Drag Rgt der französischen Armee in Valdahon | 260 |

Eine unsere Erwartung in jeder Weise übertreffende Beteiligung fanden die von uns organisierten Studienreisen nach Ägypten/Israel und nach Valdahon bei Besançon. In bange Momente versetzten uns unsere französischen Gastgeber, als sie zwei Tage vor unserem Besuch von den 300 gemeldeten Offizieren nur 210 an der Übung teilnehmen lassen wollten. Als sich dann am 12. Dezember 1975 trotz unserer verzweifelten «Ausladeaktion» 260 Schweizer Offiziere in Valdahon einfanden, drückten die Franzosen beide Augen zu und ließen sämtliche Angereisten in den Genuß einer unvergeßlichen Übung kommen.

Den Höhepunkt unserer letztjährigen Aktivitäten bildete jedoch unsere Reise zu der ägyptischen und zu der israelischen Armee, an welcher neben 85 Offizieren erfreulicherweise auch 5 FHD-Kolonnenführerinnen teilnahmen. Ägypten wie Israel waren bemüht, die Wünsche der SOG zu berücksichtigen und so den Reiseteilnehmern einen möglichst positiven Eindruck über ihre Armee und über ihr Land zu vermitteln. Dies führte dazu, daß die Reiseteilnehmer in beiden Ländern modernstes Kriegsmaterial zu Gesicht bekamen. Äußerst eindrücklich und lehrreich waren die Besichtigungen weltberühmt gewordener Verteidigungslinien, wie der Bar-Lew-Abwehrlinie am Suezkanal und der Stellungen der Israelis auf den Golanhöhen. Mit Befriedigung dürfen wir festhalten, daß diese mit viel Mühe und zeitlichem Aufwand organisierte Reise mit dem von uns angestrebten Erfolg durchgeführt werden konnte.

Noch einmal möchten wir in diesem Bericht auf die gute Zusammenarbeit mit dem Militärprotokoll hinweisen und an dieser Stelle für die tatkräftige Unterstützung bestens danken. Unser Dank geht auch an die Präsidenten der lokalen Sektionen und der Fachsektionen sowie an alle andern, hier Ungekannten, die uns in unserer Aufgabe unterstützt haben.

7.5. Kommission «Wehrwille»

Präsident: Major Daniel Urech, Weinrain, 8753 Mollis.

a) Allgemeines

Eine umfassende Lagebeurteilung im Frühling 1973 im Schoße der Studienkommission der kantonalen ostschweizerischen Offiziersgesellschaften wies darauf hin, daß die zweite Hälfte dieses Jahrzehnts die entscheidende wehrpolitische Auseinandersetzung um die Zukunft unserer Landesverteidigung bringen würde.

In der Folge wurde die Studie «Sind wir bedroht – sind wir bereit?» erarbeitet, welche einen Weg weisen solle, wie sich die SOG, die einzelnen Sektionen und deren Mitglieder aktiv in diese wehrpolitische Auseinandersetzung einschalten können.

Zielsetzung der Kommission «Wehrwille»

- Der Offizier ist in unserer Gesellschaft Träger einer staatspolitischen Verantwortung.
- Aus dieser Verantwortung heraus hat die Offiziersgesellschaft in der Auseinandersetzung um die Zukunft unserer Armee die Aufgabe, durch aktive Information ihrer Mitglieder und durch vermehrte Öffentlichkeitsarbeit den Wehrwillen in breiten Kreisen des Volkes zu erhalten und zu stärken.
- Durch gezielte Aktivität innerhalb der Offiziersgesellschaft soll das einzelne Mitglied
- zur eigenen Auseinandersetzung mit Fragen der Landesverteidigung und des Wehrwillens gefördert und damit in seiner persönlichen Haltung gestärkt werden,
- befähigt werden, durch persönlichen Einsatz und mutiges Engagement zur Stärkung und Erhaltung des Wehrwillens beizutragen.

Die Studie «Sind wir bedroht – sind wir bereit?» wurde vom Zen-

tralvorstand der SOG am 14. Dezember 1973 und von der Präsidentenkonferenz der SOG am 6. April 1974 genehmigt.

Im Anschluß daran konstituierte sich die Kommission «Wehrwille» so, daß möglichst alle Landesteile vertreten waren. Gleichzeitig wurden Spezialisten der einzelnen Fachgebiete beigezogen. Die Kommission setzt sich heute wie folgt zusammen:

Präsident: Major Daniel Urech, Weinrain, 8753 Mollis.

Vizepräsident: Oberstlt Marc Naville, Roßweid, 4803 Vordemwald (Fachgebiet Politik und Parteien).

Mitglieder des Ausschusses: Oberst Jacques Cornut, Postfach 10, 4020 Basel (Fachgebiet Koordination mit der Suisse romande); Major Andreas Henrici, Tödistrasse 16, 8002 Zürich; Hptm Hans Glarner, Bellerivestrasse 65, 8034 Zürich (Fachgebiet Presse/TV/Radio).

Sekretär: Hptm Klaus Jenny, Schweizerische Kreditanstalt, Sekretariat J, Postfach, 8021 Zürich.

Mitglieder: Oberst Edwin Hofstetter, Ulmenstraße 27, 8500 Frauenfeld (Fachgebiet Jugend und Landesverteidigung, Presse); Oberstlt René Krähnert, Bürenstraße 43, 3007 Bern; Major Antonio Riva, Via alle Dobbio, 6924 Sorengo (Fachgebiet TV/Radio); Major Markus Knill, Im Hornsberg, 8448 Uhwiesen (Fachgebiet TV/Radio/Presse); Major Pierre Paupe, 2875 Montfaucon; FHD-DC Gertrud Peyer, Am Bach 2, 8700 Küsnacht (Fachgebiet Politik und Parteien, Jugend und Landesverteidigung); Oblt Bruno Denzler, Frauentalweg 119, 8045 Zürich (Fachgebiet Jugend und Landesverteidigung); Hptm Bernard Lang, Carmenstraße 25, 8032 Zürich (Fachgebiet TV/Radio/Presse); Lt Martin Raeber, Reppischtalstraße 5, 8903 Birnensdorf (Fachgebiet Jugend und Landesverteidigung).

Als nächstes kurzfristiges Ziel streben wir eine bessere Koordination und einen engeren Schulterschluß mit den OG-Sektionen der Suisse romande an.

b) Kurzbericht über die Tätigkeit der einzelnen Arbeitsgruppen
Arbeitsgruppe Presse:

Zusammensetzung: Hptm H. Glarner (Vorsitz), Oberst E. Hofstetter, Major M. Knill, Hptm B. Lang.

Zielsetzung: Beitrag zu vermehrter, breiter abgestützter, objektiver und aufbauender Information über das Wehrwesen in der Presse.
Behandelte Probleme:

- Leitfaden für die Zusammenarbeit mit der Presse an alle OG-Sektionen,
- Communiqué anlässlich Spardebatten/Abstimmung vom 8. Juni 1975;
- Seminar zur Ausbildung der Pressebeauftragten der SOG-Sektionen mit 80 Teilnehmern in Zürich. Abgabe einer umfassenden Informationsplattform über die militärpolitischen Aktualitäten.

Künftige Arbeit:

- Dokumentation und Impulse an die Pressebeauftragten der OG-Sektionen zu vermehrter selbständiger Aktivität,
- Überwachung der Schweizer Presse.

Arbeitsgruppe TV:

Zusammensetzung: Hptm H. Glarner (Vorsitz), Major A. Riva, Major Knill, Hptm B. Lang, Oblt R. Züger.

Zielsetzung: Angemessene und ausgewogene Information über die Sicherheitspolitik und die Armee in Fernsehen.
Behandelte Probleme:

- Leitfaden für die Zusammenarbeit mit TV und Radio an alle Sektionen,
- Kontaktgespräche mit Vertretern von TV und Radio,
- Bereinigung eines Themenkatalogs,
- Bearbeitung einer Liste mit Fachleuten und Konsulenten für TV und Radio,
- Schaffung einer Liste aller Medienbeauftragten der militärischen Milizverbände.

Künftige Arbeit:

- Ständiger Kontakt mit Direktion und Programmschaffenden von Radio und TV DRS,
- Argus (gezielte Beobachtung der Programme),
- Schaffung einer aktionsfähigen Equipe für gezielte «Feuerwehraktionen»,
- Aktivierung der OG-Sektionen,
- Medienkurse (Ausbildung der Medienmitarbeiter),
- Medienkonzept.

Arbeitsgruppe Jugend und Landesverteidigung:

Zusammensetzung: Oberstlt M. Trächsel (Vorsitz bis 11. November 1975), Oblt B. Denzler (Vorsitz ab 12. November 1975), Oberst E. Hofstetter, FHD-DC G. Peyer, Lt M. Raeber.

Zielsetzung: Bei der Jugend soll eine positive Einstellung zur Gesamtverteidigung geweckt und das Verständnis zur Landesverteidigung gefördert werden.

Behandelte Probleme:

- Erarbeitung der Merkblätter «Jugend und Landesverteidigung»,
 - Seminar für die Jugendbeauftragten der OG-Sektionen.
- Künftige Arbeit:
- Mitarbeit und Koordination bei der Gestaltung und Einführung der geplanten Lehrmittel zum Thema «Landesverteidigung im Schulunterricht»,
 - Aktivierung der OG-Sektionen, im Sinne der Merkblätter tätig zu werden,
 - längerfristig: Einführung einer gründlichen Orientierung über Sicherheitspolitik und Landesverteidigung an allen öffentlichen Mittel- und Berufsschulen.

Arbeitsgruppe Politik, Parteien und Behörden:

Zusammensetzung: Oberstlt M. Naville (Vorsitz), FHD-DC G. Peyer.

Zielsetzung: Dem Gedanken der Förderung und Erhaltung des Wehrwillens soll in Parteien und Behörden eine möglichst breite Basis geschaffen werden, und die Verfechter dieser Idee sollen bei ihren Bestrebungen unterstützt werden.

Behandelte Probleme:

- Erarbeiten der Merkblätter «Politik, Parteien und Behörden»,
- Kontakt mit den eidgenössischen Parlamentariern im Zusammenhang mit der Sparübung des Bundes im Januar 1975,
- Aktivität im Vorfeld der Volksabstimmung vom 8. Juni 1975.

Künftige Arbeit: Die konzeptionelle Entwicklung der Landesverteidigung und die Finanzen für das EMD sollen in Zukunft weiterhin verfolgt und die OG-Sektionen laufend informiert werden. Es ist beabsichtigt, die direkten Kontakte mit den Mitgliedern der eidgenössischen Räte zu intensivieren.

c) Wehrpolitisches Engagement der Kommission «Wehrwille» auf Bundesebene

Die OG-Sektionen entwickelten eine erfreuliche Aktivität und schufen damit eine tragende Basis, die uns ein effizientes Wirken auf eidgenössischer Ebene ermöglichte.

Unsere Maßnahmen im Zusammenhang mit der Sparübung des Bundes im Januar 1975 trugen entscheidend dazu bei, daß das Parlament die Grenzen der Einsparungen bei der Landesverteidigung markierte.

Unser Wirken im Vorfeld der Volksabstimmung vom 8. Juni 1975 zielte darauf hin, die Offiziere und Unteroffiziere als Bürger zu aktivieren, daß sie die ihnen übertragene staatspolitische Verantwortung durch ein wehrpolitisches Engagement in ihrer beruflichen und politischen Umgebung wahrnehmen.

Einen Markstein bedeutete die Konferenz mit der Militärdelegation des Bundesrates (Gnägi, Furgler, Chevallaz) vom 20. Juni 1975. Wir überreichten ein Postulat, worin unsere Erwartungen über den künftigen Stellenwert der Armee formuliert waren. In seiner Antwort bekräftigte der Bundesrat, daß unser Postulat im Grundsatz unbestritten ist. Der Voranschlag für das Wehrbudget 1976 mit einer Zuwachsrate von insgesamt 13,5% (einschließlich des konjunkturbedingten Zusatzbudgets) unterstreicht den Willen des Bundesrates, der Landesverteidigung wieder die ihr zustehende Priorität zu geben.

Vor der Märzsession unterbreiteten wir den Ständeräten die Stellungnahme der SOG zum Armeeleitbild 80. Der Grundtenor der Ständeratsverhandlungen anläßlich der Session entsprach dann auch unserer Auffassung, daß das, was im Leitbild verlangt werde, ein Minimum dessen sei, was gefordert werden müsse. Unsere Landesverteidigung dürfe nicht wegen zu großer finanzieller Zurückhaltung unglaublich werden; das wäre mit Sicherheit der Fall, wenn der in den letzten Jahren eingetretene reale Abbau der Militärkredite sich fortsetzen würde.

d) Folgerungen

Wenn wir uns weiterhin mit Erfolg in die wehrpolitische Auseinandersetzung einschalten wollen, dann sind wir auf die Unterstützung aller OG-Sektionen und deren Mitglieder angewiesen, denn nur diese können das tragende Fundament schaffen, worauf wir unsere Zielvorstellungen abstützen können.

7.6. Kommission für Fragen der geistigen Landesverteidigung und der psychologischen Kriegsführung

Präsident: Oberst H. G. Bandi, Scharnachtalstraße 12, 3006 Bern.

Die Kommission für Fragen der geistigen Wehrbereitschaft und der psychologischen Kriegsführung wurde 1972 vom Zentralvorstand der SOG auf Grund eines im Schoße der OG der Stadt Bern erfolgten und in der Folge von der OG des Kantons Bern unterstützten Vorschusses ins Leben gerufen. Sie umfaßte 14 Mitglieder und wurde vom

Berichterstatter präsidiert. Die Arbeiten, die im Frühjahr 1972 aufgenommen und im Sommer 1974 abgeschlossen wurden, konzentrierten sich auf den Fragenkomplex Heer und Haus. Das Problem wurde dadurch besonders aktualisiert, daß sich die Sozialdemokratische Partei der Schweiz anläßlich ihres Parteitages im Frühjahr 1974 ebenfalls mit Heer und Haus befaßte und im Gegensatz zu der Auffassung des Vorstandes eine sehr negative Haltung einnahm. Der Schlußbericht der Kommission enthält einerseits eine kritische Analyse des heutigen Zustandes, andererseits Vorschläge für die zukünftige Organisation und Tätigkeit von Heer und Haus. Es kommt die Auffassung zum Ausdruck, daß die seit 1956 getroffenen Maßnahmen, als Heer und Haus reaktiviert wurde, nicht genügten, die geistige Wehrbereitschaft zu erhalten und zu fördern. Sie sind in personeller Hinsicht weder quantitativ noch qualitativ befriedigend und stehen materiell in krassem Gegensatz zum Umfang der Aufgaben und zum Einsatz auf den übrigen Gebieten der militärischen Landesverteidigung. Die Kommission beantragte deshalb, einerseits den ganzen Fragenkomplex der geistigen Wehrbereitschaft und der psychologischen Kriegsführung im Sinne einer langfristigen Lösung im Rahmen einer speziellen Studienkommission zu überdenken – dabei müßte auch die Frage einer Integrierung in die Gesamtverteidigung geprüft werden –, andererseits sollten auf dem militärischen Sektor kurzfristig Verbesserungen vorgenommen werden, wozu unter anderem das Fallenlassen des bisherigen, den heutigen Gegebenheiten nicht mehr entsprechenden Namens zugunsten einer Bezeichnung wie zum Beispiel «Truppeninformationsdienst» gehören sollte. Schließlich wurde beantragt, die damals aktuelle Frage eines Nachfolgers des Chefs HH nicht zu überstürzen und gegebenenfalls durch Schaffung eines interimistischen Leitungsstabes bestehend aus den DC HH der AK und der FFTrp eine Überbrückung zu gewährleisten.

Der Zentralvorstand leitete den Schlußbericht der Kommission unverändert an das EMD weiter und gab dem Kommissionspräsidenten Gelegenheit, sich einer Delegation anzuschließen, die am 23. Oktober 1974 das Dokument den zuständigen Instanzen übergab, wobei ergänzende Erläuterungen abgegeben werden konnten. Nach einer Pause von nahezu einem Jahr, während welcher die Kommission nicht weiter beansprucht wurde, beantragte ich dem Zentralvorstand der SOG, sie aufzulösen, was am 22. August 1975 geschah. Es besteht die Möglichkeit, daß jetzt, nachdem die Frage einer Reorganisation von Heer und Haus neuerdings zur Diskussion steht, der Bericht der Kommission berücksichtigt wird, so daß die umfangreiche Arbeit nicht umsonst geleistet worden ist.

7.7. Sportkommission

Präsident: Oberst i Gst Nüscher, Bernastraße 65, 3005 Bern.

Nachdem der Zentralvorstand der SOG 1972 beschlossen hatte, das Patronat über einen alle zwei Jahre stattfindenden Nachorientierungslauf der SOG aufzugeben, da das Interesse an dieser Veranstaltung seitens der als Organisatoren in Frage kommenden Offiziersgesellschaften geschwunden war, fanden nur noch regionale Nachorientierungsläufe statt. Folgende Wettkämpfe wurden von den Gesellschaften gemeldet und von der SOG finanziell unterstützt:

1973

| | |
|-----------------------|-------------------------------------|
| OG Schaffhausen | 82 Teilnehmer, davon 15 Offiziere |
| OG Fribourg | 302 Teilnehmer, davon 302 Offiziere |
| OG Bern | 127 Teilnehmer, davon 56 Offiziere |
| OG Zug | 80 Teilnehmer, davon 37 Offiziere |
| OG Lugano | 178 Teilnehmer, davon 100 Offiziere |

Total

769 Teilnehmer, davon 510 Offiziere

1974

| | |
|-----------------------|-------------------------------------|
| OG Schaffhausen | 130 Teilnehmer, davon 33 Offiziere |
| OG Fribourg | 424 Teilnehmer, davon 424 Offiziere |
| OG Lugano | 108 Teilnehmer, davon 71 Offiziere |
| OG Zug | 92 Teilnehmer, davon 46 Offiziere |

Total

754 Teilnehmer, davon 574 Offiziere

Daneben führte die kantonalberische Offiziersgesellschaft einen Nachorientierungslauf mit etwa 150 Teilnehmern durch, ohne einen Beitrag der SOG zu beanspruchen.

| | |
|----------------------------|--------------------------------------|
| KOG Schaffhausen | 152 Teilnehmer, davon 39 Offiziere |
| AVIA-Flieger, Zürich | 170 Teilnehmer, davon 140 Offiziere |
| OG Fribourg | 424 Teilnehmer, davon 424 Offiziere |
| KOG Bern | 228 Teilnehmer, davon 94 Offiziere |
| OG Zug | 90 Teilnehmer, davon 39 Offiziere |
| OG Lugano | 146 Teilnehmer, davon 91 Offiziere |
| Total | 1210 Teilnehmer, davon 827 Offiziere |

Die Beteiligungszahlen liegen im Rahmen der früheren Jahre. Immerhin gibt diese Stagnation zu denken, wenn man sie vergleicht mit der jährlichen Beteiligungszunahme von etwa 20% an zivilen Orientierungsläufen. Es wäre zu begrüßen, wenn sich weitere Offiziersgesellschaften bereitfänden, eine solche Veranstaltung durchzuführen, die, im regionalen Rahmen durchgeführt, organisatorisch leicht gemeistert werden kann, wenn auf spitzfindige Einlagen verzichtet wird. Allerdings glauben wir, daß das andere, auch schon praktizierte Extrem, die Wettkämpfer nach einem Schießen und Handgranatenwerfen bei Tageslicht anschließend den Nachorientierungslauf im zivilen Laufstiel absolvieren zu lassen, nicht ganz dem entspricht, was man sich ursprünglich unter einem militärischen Nachorientierungslauf vorgestellt hat.

7.8. Kommission für Preisarbeiten

Präsident: Divisionär Hans Trautweiler, Fleinergut, 5001 Aarau.

a) Ausschreibung

Die Schweizerische Offiziersgesellschaft rief in den Jahren 1974 und 1975 die Armeeangehörigen im Offiziersrang auf, sich an einem Preisausschreiben zu beteiligen. Dieses Preisausschreiben wollte die außerdienstliche Bearbeitung von Fragen unserer militärischen Landesverteidigung anregen. Es wurde in den drei Kategorien «Kurzarbeiten», «Vorschläge» und «Abhandlungen» durchgeführt.

Die Kategorie «Kurzarbeiten» hatte zum Zweck, die Stellungnahme zu kontroversen aktuellen Problemen herauszufordern. In dieser Kategorie wurde das Preisausschreiben dreimal ausgeschrieben auf Grund verschiedener Themen, die im Herbst 1974, im Frühjahr 1975 und im Sommer 1975 publiziert wurden.

In der Kategorie «Vorschläge» wurden praktikable Vorschläge zur Erziehung, Ausbildung, Führung oder Organisation in der Armee gesucht. Das Thema war frei gewählt. Die Präsentation konnte schriftlich als begründeter Vorschlag, als Ideenskizze oder als grafische Darstellung, auch unter Verwendung von technischen Mitteln, wie Tonband, Photo, Dia, Film, usw., erfolgen.

In der Kategorie «Abhandlungen» wurde die vertiefte Behandlung militärischer oder militärhistorischer Fragen auf Grund eines frei gewählten Themas erwartet.

In allen Kategorien waren Einzel- und Kollektivarbeiten zugelassen.

Die Ausschreibung mit den Teilnahmebedingungen wurde in Form eines Faltprospektes möglichst weit gestreut, insbesondere in der SOG bis hinunter in die Sektionen, in die Schulen und Kurse der Armee und an die militärwissenschaftliche Abteilung an der ETH. Außerdem wurde sie in den Fachzeitschriften veröffentlicht.

b) Beteiligung

Innerhalb der Eingabefrist wurden folgende Arbeiten abgeliefert:

- Kategorie «Kurzarbeiten» 8 Arbeiten,
 - Kategorie «Vorschläge» 4 Arbeiten,
 - Kategorie «Abhandlungen» 5 Arbeiten,
- zusammen 17 Arbeiten.

Eine Abhandlung wurde nach Ablauf der Eingabefrist eingereicht und mußte deshalb zurückgewiesen werden.

Die Beteiligung am Preisausschreiben 1974/75 ist besser als in den Vorjahren und erfreulich. Im Jahre 1971 waren nur 7 Arbeiten und im Jahre 1969 deren 15 eingereicht worden.

c) Preisgericht

Das Preisgericht trat dreimal zusammen und führte am 16. Februar 1976 in Aarau eine ganztägige Beurteilungssitzung in folgender Zusammensetzung durch:

Divisionär Hans Trautweiler, Kdt Gz Div 5, Aarau (Vorsitz)
Divisionär Alfred Stutz, Chef AGF, Baden
Divisionär Enrico Franchini, Kdt Geb Div 9, Aarau

Brigadier Jean-Jacques Chouet, Journalist, Genf
Oberst Max Kummer, Professor, Diemerswil
Oberst i Gst Silvio Ringer, Instruktionsoffizier, Baden
Oberstlt Beat Kaufmann, lic. oec., Winterthur
Major Arnold Koller, Professor, Nationalrat, Appenzell

d) Beurteilung der eingereichten Preisarbeiten

Bei der Beurteilung hielt sich das Preisgericht an die Kriterien: Bedeutung, Originalität und Darstellung. Die gründliche Diskussion anläßlich der Beurteilungssitzung ergab eine übereinstimmende Auffassung des Preisgerichtes.

Das Niveau der eingereichten Arbeiten ist im allgemeinen gut, besonders in der Kategorie «Abhandlungen». Erfreulich sind einzelne originelle, wertvolle oder wissenschaftlich gründliche Arbeiten, die auch prämiert werden konnten.

Enttäuscht haben die Eingaben in der Kategorie «Vorschläge»: Sie sind sachlich unzulänglich, zu theoretisch, oder es fehlt ihnen die Originalität. Deshalb entschloß sich das Preisgericht, von einer Prämierung dieser vier Arbeiten überhaupt abzusehen.

e) Preise

Zur Verfügung steht eine Preissumme von 5000 Franken.

Prämiert werden

- die «Kurzarbeiten» von:

Oberst Walter Lüem, Kdt Ter Kr 23, Suracherstraße 20, 8142 Uitikon-Waldegg: Morgarten. «Ist die Lösung der infanteristischen Panzerabwehr in stationären Werken und/oder in mobilen Panzerabwehersystemen zu suchen?» (500 Franken).

Major Hans Löffler, Stab Mob Pl 323, Bettingerstraße 73, 4125 Riehen BS: Les absents ont tort. «Wie können die Mobilmachung der Armee und die Erstellung der Kampfbereitschaft noch weiter beschleunigt werden?» (500 Franken).

Oblt Beat Abegg, Na Kp 29, Schachengasse 25, 6460 Altdorf: Befragung. «Erfolgskontrolle der militärischen Ausbildung durch Befragung der Soldaten» (200 Franken).

- die «Abhandlungen» von:

Oberst i Gst Emil Brun, Astt 201.0, Rebweg 24, 8302 Kloten: Rigi. «Lernen am Erfolg in der militärischen Ausbildung» (800 Franken).

Lt Roland Beck, Pz Gren Kp III/6, Wydäckerring 85, 8047 Zürich: Allgemeine Wehrpflicht. «Die Helvetik im Lichte der allgemeinen Wehrpflicht» (800 Franken).

SC cl fone 3 Jean-Michel Henry, frac EMA 374.3, 20^{bis}, avenue Montagibert, 1005 Lausanne: Michel. «Réflexions sur l'Armée et la Nation» (800 Franken).

Lt Martin Locher, Geb San Kp IV/9, Ötlingerstraße 50, 4057 Basel: Weckruf. «Das ältere deutsche Soldatenlied der Schweiz» (800 Franken).

Im Sinne einer Aufmunterung richtet das Preisgericht an alle übrigen Teilnehmer am Preisausschreiben einen Anerkennungspreis aus. Dieser Anerkennungspreis wird entsprechend der Bedeutung der eingereichten Arbeit in zwei Kategorien abgestuft und in der Form eines Buchgeschenkes abgegeben. Anerkennungspreise erhalten:

- in der Kategorie «Kurzarbeiten»:

Tobruk. «Ist die Lösung der infanteristischen Panzerabwehr in stationären Werken und/oder in mobilen Panzerabwehersystemen zu suchen?» (Wert 80 Franken).

Relève. «Comment assurer, à l'avenir, la relève des cadres de milice?» (Wert 80 Franken).

Albatros. «Sicherstellen des Milizkadernachwuchses» (Wert 80 Franken).

First Day. «Sind unsere Methoden und Mittel der militärischen Ausbildung der Armee von heute angepaßt?» (Wert 80 Franken).

Calamin. «Pourquoi les officiers libérés du service militaire ne s'annoncent-ils que rarement à la protection civile?» (Wert 40 Franken).

- In der Kategorie «Vorschläge»:

Caporal. «Qualifikationswesen während der Rekrutenschulen» (Wert 40 Franken).

Ruth. «Systemtechnische Überlegungen zum Stützpunktproblem einer Fliegerkompanie» (Wert 40 Franken).

Was jeder Soldat wissen muß. «Fragenkatalog für Gruppen- und Selbstunterricht an Hand von Reglementen. Hilfsmittel für Tests» (Wert 40 Franken).

Föhren. «Thesen, Experimente und Vorschläge zum Thema Führungsleistung» (Wert 40 Franken).

- In der Kategorie «Abhandlungen»:

Soldat. «Menschenführung in Armee und Wirtschaft» (Wert 80 Franken).

f) Auswertung der Preisarbeiten

Das Preisgericht empfiehlt, die «Kurzarbeiten» «Morgarten» und «Les absents ont tort» an die Gruppe für Generalstabsdienste und die Arbeit «Befragung» an die Gruppe für Ausbildung zur Auswertung weiterzuleiten.

Die beiden «Abhandlungen» «Rigi» und «Allgemeine Wehrpflicht» eignen sich für eine Publikation in der «Allgemeinen Schweizerischen Militärzeitschrift» und die Abhandlung «Michel» für eine Publikation in der «Revue militaire suisse».

7.9. Commission des Chevaux

Président: lt col J-C. Bussy, 1^{bis} Verdeil, 1005 Lausanne.

La commission permanente chargée de la réglementation de la mise à disposition de chevaux par la Confédération pour les activités hors service a été constituée le 10 mars 1975 en présence des différents représentants du Dépôt fédéral des chevaux de l'armée à Berne. La commission se compose d'un président (lt col J.-C. Bussy) et de deux représentants du DFCA dont le commandant actuel, le maj Jaquerod.

La commission s'est réunie le 10 mars 1975 et le 14 août 1975 à Berne pour fixer ses bases de travail, établir le calendrier des répartitions de chevaux pour 1975 et régler les cas en suspens avec les différentes sections de la SSO qui ont présenté des demandes de chevaux pour leurs cours d'équitation.

Quant à son organisation, le système fonctionne absolument normalement à la satisfaction du commandement du DFCA et, semble-t-il, à la satisfaction des différents groupements. Douze groupements de la SSO, dont dix en Suisse allemande, ont présenté des demandes pour l'obtention de chevaux. Or, les quelques 25 chevaux disponibles ne nous ont pas permis de donner satisfaction à tous. Les groupements de Granges, Lausanne, Wädenswil, Thoune, Berne, Olten, Bienne et Aarau ont été servis. Une prochaine répartition pour 1976 interviendra dans le courant du printemps.

Cette commission, limitée quant à son effectif, et très réduite quant au coût, ne doit pas être enflée d'un appareil administratif plus volumineux. Je propose donc que l'on maintienne la formule actuelle pour l'avenir.

8. Finances

Le compte d'exploitation au 31 mars 1976, le bilan à cette même date ainsi que le rapport des vérificateurs des comptes et le budget 1976 à 1979 ne sont pas encore arrêtés au moment de la rédaction du présent rapport qui ne saurait être différé pour des raisons de délai d'impression. En conséquence, les résultats comptables et les propositions budgétaires ne pourront être communiqués que lors de l'Assemblée des délégués.

Quant à la cotisation, des propositions seront déjà soumises à titre consultatif à la Conférence des présidents du 10 avril 1976 et selon leur sort, seront définitivement présentées à l'Assemblée des délégués du mois de juin.

9. Remarques finales

Durant ces trois dernières années, le Comité central a dû rappeler que même en période d'euphorie on ne doit pas négliger de fournir certains efforts de préparation, car on n'improvise pas au dernier moment l'engagement d'un instrument conçu pour les seules périodes de crise. En ce sens, l'accent a été porté sur le maintien de notre volonté de défense et sur l'acceptation de certains sacrifices financiers. Le Comité central a, dans ce but, engagé certaines dépenses qui ne pouvaient être prévues au moment de l'élaboration d'un budget triennal. Il l'a fait en partant de l'idée que les réserves existantes doivent précisément servir dans les périodes de crise. Ce faisant, il a le sentiment d'avoir accompli ce que l'on pouvait attendre de lui.

Le Comité central remercie tous ceux qui l'ont aidé et soutenu. Il souhaite à ses successeurs une action fructueuse pour le maintien des valeurs nationales, dans le respect des droits individuels, au profit d'une contribution à l'établissement d'une ère de paix et de progrès.

Mars 1976

Le Président central:
Col René Huber

Le Secrétaire central:
Cap Philippe Pidoux